



Vœux et conférence de presse du Président de la République « Pacte de responsabilité »

vendredi 31 janvier 2014

Inacceptable !

De nouveaux coups contre les agents et contre notre système de protection sociale !

Lors des vœux et de la conférence de presse¹ du mardi 14 janvier le Président de la République à fixer le cap pour 2014 : suppression des cotisations patronales d'allocations familiales d'ici 2017, réduction drastique des dépenses publiques, fusions de Régions et «Modernisation de l'action publique» qui prend la suite de la RGPP...

1°) Suppression des cotisations patronales d'allocations familiales d'ici 2017 :

"La poursuite de l'allègement du coût du travail". "Je fixe un nouvel objectif, c'est que d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales. Cela représente 30 milliards d'euros de charge" (François Hollande). Il s'agit d'un cadeau de 30 milliards au patronat et d'une remise en cause sans précédent des fondements de notre système de protection sociale basé sur les cotisations.

Ces 30 milliards s'ajoutent aux 230 milliards accordés depuis 20 ans au patronat et dont chacun a pu mesurer la redoutable efficacité en matière de "lutte" contre le chômage.

L'État paiera, donc nous paierons, à la place des entreprises. Et comme il ne faut pas "creuser le déficit", près de 50 milliards d'économie devront être réalisés d'ici 2017 avec le second volet de l'annonce de François Hollande :

2°) Réduction drastique des dépenses publiques :

"Alors pourquoi faut-il réduire la dépense publique ?...Parce que c'est la condition pour la réalisation du pacte de responsabilité" (François Hollande). La MAP («Modernisation de l'action publique») est le nouveau nom de la RGPP. Les agents le savent, la RGPP a sonné le glas des Chambres. C'est la RGPP qui est à l'origine de la loi 2010 ("Réforme des Chambres de Commerce"). Déjà en 2008, il s'agissait de la refonte du réseau pour "alléger les charges des entreprises".

¹ Consultez le texte intégral d'ouverture de la conférence de presse :

<http://www.elysee.fr/declarations/article/ouverture-de-la-conference-de-presse-du-president-de-la-republique-au-palais-de-l-elysee-le-14-janvier-201/>

Et qu'annonce le Président de la République ? **Que ça ne suffit pas !** "Alors, que faut-il faire ?... Engager une bataille, ouvrir une nouvelle étape. **Il ne s'agit pas de changer de chemin, il s'agit d'aller plus vite, d'aller plus loin, d'accélérer, d'approfondir.**" Plus tard, en réponse à un journaliste, le Président parlera à nouveau "d'accélération" et le premier ministre ajoutera comme commentaire "il faut changer de braquet".

Les fusions, les mutualisations, les baisses des ressources, les licenciements et suppressions de postes, la remise à zéro de plus de 50 ans d'acquis locaux avec le Règlement Intérieur Régional, les nouveaux modes de calcul pour certaines indemnités, le 13^{ème} mois, la non revalorisation du point depuis plus de 3 ans ... **Tout ça ne suffit pas ! Il faut aller plus loin et plus vite !**

Qui est dupe ?

Même les économistes les plus enthousiastes reconnaissent que pas un emploi ne sera créé² :

- Les 4/5 des entreprises ont déjà des marges confortables ou très confortables qu'elles s'empressent de distribuer en dividendes ou d'injecter dans les circuits financiers.
- La fin des cotisations familiales se traduira au mieux par un abaissement des coûts de 1,1 %. En quoi un abaissement de 1,1 % modifiera-t-il la "compétitivité" des entreprises ?
- On ne peut pas imposer quoi que ce soit aux entreprises. Depuis 30 ans les cadeaux succèdent aux cadeaux et il n'y a jamais eu autant de chômage et de misère.

Résumons : Pour offrir sans contrepartie 30 milliards supplémentaires aux entreprises, le gouvernement va sabrer dans les dépenses publiques pour financer la remise en cause de notre système de protection sociale. Qui peut adhérer à un tel projet ?

Pour Force Ouvrière c'est non !

En tant qu'agents nous sommes doublement concernés. Par la remise en cause de notre système de protection sociale et par la destruction annoncée de notre outil de travail.

Ne touchez pas à notre protection sociale

Revalorisation de 5% du point

Non à la casse de notre outil de travail

Non aux privatisations

² Pour vous en convaincre, nous vous invitons à écouter sur le web deux émissions d'économie du samedi 18 janvier :
L'économie en question <http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4778696>
On n'arrête pas l'éco <http://www.franceinter.fr/player/reecouter?play=818516>

A d h é r e z à F o r c e O u v r i è r e

☎ : 07.61.03.99.13

@ : focci.contact@gmail.com